

Elections des Administrateurs représentants les Salariés au Conseil d'Administration de Renault - du 3 au 6 octobre



L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE AU SERVICE DU PROGRES SOCIAL ET ECONOMIQUE !

L'accord de compétitivité du 13 mars 2013 a eu des conséquences dramatiques pour les salariés. Sous couvert d'efforts de la part des salariés, présentés comme indispensables pour obtenir « des gains de compétitivité et de performance », la direction s'était engagée à développer l'activité et à ne fermer aucun site, un engagement qui n'en était pas un puisque ces décisions avaient déjà été prises.

Voulant toujours produire plus, cet accord qui devait être conjoncturel donne place à un nouvel accord dit d'hyper compétitivité dont les négociations commencent en septembre 2016!

Le bilan de cet accord est catastrophique et force est de constater que malgré les arguments de la direction, les efforts des salariés ne visaient pas une amélioration de la compétitivité mais une course au moins-disant social et à la précarité!

La modération salariale n'a, au final, fait qu'augmenter les coûts de production !

Plus de 8000 intérimaires à fin juin dans les usines du périmètre de l'accord et un nombre de prestataires dans l'ingénierie qui a explosé pour compenser les départs qui sont allés au-delà des objectifs fixés par l'accord! Les départs ont engendré une perte de savoir-faire et de compétences, créant des difficultés pour produire des véhicules de quali-

té, des conditions de travail plus en plus difficiles ayant un impact négatif sur la santé des salariés! Les conséquences pour les clients et à terme, sur l'image de Renault et sur les ventes, sont également bien réelles: augmentation des délais, incidents garantis en explosion et hausse du prix de vente!

En conséquence de ce bilan, la CGT a élaboré des propositions pour que le progrès technologique soit enfin au service du progrès social!

- Le renouvellement du parc automobile, source de création d'emplois (parc automobile européen 300 millions de véhicules: âge moyen / 8.7 années! Production de véhicules propres, bénéficiant des innovations technologiques, et accessibles pour tous (prix, crédit de RCI banque)!
- Travailler moins et travailler mieux! L'embauche de 14000 CDI d'ici à 2018 comprenant l'embauche des 6700 intérimaires travaillant déjà pour Renault et le remplacement des 7400 salariés quittant Renault à 55 ans!
- Les salariés au cœur de l'organisation du travail: Augmentations Générales des Salaires pour toutes les catégories professionnelles, reconnaissance et valorisation des qualifications et expériences, réduction du temps de travail à 32 heures et réintroduction des pauses et micro-pause!
- La réinstauration de temps d'échange collectifs afin de pouvoir partager et décider sur les organisations du travail!
- Un équilibre des volumes de production entre les sites en France et à l'étranger en fonction des capacités de chaque site! Deux véhicules par site à minima pour une organisation optimale de la production.

**Les accords de compétitivité, qui deviennent généralisés, mettent en place une logique d'incertitude économique, engendrent la peur des salariés pour leur emploi et n'améliorent ni la satisfaction du client, ni la compétitivité de l'entreprise !
Une autre voie est possible et indispensable, en donnant du poids au vote CGT !**

Voilà le sens des propositions que la délégation CGT soutiendra lors des négociations de l'accord « hyper compétitivité ».

Du 3 au 6 octobre prochain, toutes les catégories professionnelles du groupe Renault (filiales comprises) seront appelées à voter pour élire leurs 3 Administrateurs Salariés au sein du Conseil d'Administration du groupe Renault



Sur 19 membres que compte le Conseil (dont le PDG), seulement 3 sont des administrateurs salariés :

- Deux sont élus par les Ouvriers, Employés, Techniciens et Agents de Maîtrise et le troisième par les Cadres.
- 14 autres administrateurs sont élus par les actionnaires (dont 1 sur proposition des salariés actionnaires, membre de la CFDT).
- 2 désignés par arrêté en qualité de représentants de l'État.

Un Conseil d'Administration... pour l'instant au seul service des actionnaires !

La composition et le mode de fonctionnement du Conseil d'Administration parlent d'eux-mêmes. Avec seulement 3 représentants salariés sur 19, les intérêts de chacune des catégories professionnelles de salariés sont largement sous-représentés...

À l'inverse, les actionnaires représentés par 14 membres sur 19 sont assurés de la validation d'une stratégie d'abord financière de l'entreprise, pilotée par l'augmentation sans fin de la valeur boursière de leurs actions et de leurs dividendes.

Comme les autres dirigeants de l'entreprise, le Président du Conseil d'Administration (Carlos Ghosn) a un double intérêt à faire « le bonheur des actionnaires » :

- Sa rémunération (16 millions d'€ pour 2016 dont 7,5 pour Renault) est conditionnée par les seuls résultats financiers de l'entreprise sur lesquels se dessinent le cours de l'action et le montant des dividendes des actionnaires

- Une part de sa rémunération étant versée sous forme d'actions, il est lui-même devenu un gros actionnaire (305200 actions en 2015 contre 1700 en 2005). Il s'assure alors un solide compte en banque et contribue à son propre bonheur !

Aussi, le Conseil d'Administration se contente-t-il de contrôler la stratégie de l'entreprise au service des actionnaires, en légitimant et soutenant les décisions du seul Comité Exécutif du groupe et en abondant le salaire de ses membres, à commencer par son PDG.

Raison pour laquelle, la CGT revendique au plan national, à la fois une représentation plus grande des salariés dans les conseils d'administration avec des prérogatives nettement étendues permettant de peser sur les décisions stratégiques des entreprises.

Faites entendre votre voix au Conseil d'Administration !

Comme ses candidats présentés au Conseil d'Administration, la CGT va défendre la mise en œuvre d'une stratégie industrielle et sociale au long cours !

LA SITUATION FINANCIERE DE L'ENTREPRISE ET LES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES (DE CONCEPTION ET DE FABRICATION) DOIVENT ETRE MISES AU SERVICE DU PROGRES SOCIAL ET ECONOMIQUE !

Ces élections constituent une occasion pour les APR, les ETAM et les cadres de donner du poids à la démarche de la CGT, en votant massivement, pour ses **6** candidats au Conseil d'Administration.



GENTIL Richard
CLEON - Etam
Techn. Maintenance



DUBREUCQ Karine
SPORT RACING F1
Etam Acheteur



PLUME Jérôme
MCA - Etam
Agent Techn.



LONGONI Karine
CDPR CERGY - APR
Cariste



BAUDLOT François
TCR - Ingénieur
LCI Architecture



LE BOITE Florence
LARDY - Cadre 3B
Pilote réglementaire

VOTEZ pour renforcer la présence de la CGT au Conseil d'Administration.

VOTEZ CGT pour que vos intérêts soient défendus et pris en compte dans les négociations actuellement en cours.